

qui ont été présentées au cours d'une de ces conférences. Néanmoins je maintiens que le principe général qui anime sans cesse l'ensemble de ces débats doit de toute nécessité s'imposer à l'attention du peuple canadien, et nous ne sommes rien moins qu'aveugles sur nos intérêts, absolument ignorants des destinées qui nous sont réservées, si nous refusons péremptoirement d'étudier les propositions qui, de temps en temps, sont faites dans ce sens-là.

Ce même sujet fut discuté pendant la visite du Premier ministre à Londres. Le livre bleu publié par les autorités impériales nous permet de constater qu'à une réunion des Premiers ministres tenue dans cette circonstance, M. Chamberlain s'exprima comme suit :—

Je passe à un autre sujet, celui des relations commerciales future entre ce pays et ses colonies. Jusqu'à quel point est-il possible de rendre ces relations plus étroites et plus intimes ?

J'ai dit que je vois dans le sentiment la plus grande de toutes les forces qui concourent au gouvernement des peuples, mais j'aimerais en même temps, à signaler comme auxiliaires au sentiment, les motifs tirés de l'intérêt matériel et personnel.

Mais il n'y a pas de doute que les systèmes fiscaux des diverses colonies diffèrent tellement entre eux, et que tous s'éloignent tant de celui de la mère-patrie que ce serait un problème des plus compliqués et des plus difficiles de trouver une solution qui nous unirait commercialement de la même manière que le Zollverein a uni l'Empire allemand.

On ne doit pas perdre de vue le fait que l'histoire de cette union est des plus intéressantes et des plus instructives. Ce régime fut inauguré uniquement à titre de convention commerciale, n'affectant tout d'abord qu'une partie seulement des échanges de l'Empire, puis en dernier lieu elle rendit possible et stimula la formation de l'Empire.

Mais pour le moment c'est un point sur lequel je désire entendre l'expression des vues des messieurs qui m'écourent que plutôt de faire moi-même aucune suggestion.

Voici un représentant du Gouvernement impérial, exposant devant les premiers ministres coloniaux une proposition ou plutôt une suggestion à l'effet qu'ils devraient aborder la discussion des meilleurs moyens par lesquels des relations commerciales d'une nature inter-impériale pourraient être établies entre la Grande-Bretagne et ses colonies, et nous voyons le Premier ministre du Canada repousser absolument ce projet en refusant même de le discuter. Nous le voyons se liguer avec le club Cobden et accepter de lui une médaille de son invention, ce qui de suite le désigne comme l'un de ses principaux champions. Nous constatons qu'à cette occasion le président du club Cobden prononça un discours en lui présentant

cette célèbre médaille, et que le Premier ministre protesta, dans sa réponse, de sa fidélité au cobdonisme, et cela dans un moment où le Canada avait les yeux fixés sur son Premier ministre, lorsque nous étions prêts à écouter de toutes nos oreilles ce qu'il aurait à dire pour promouvoir le commerce privilégié qu'il avait, en juin 1896, si énergiquement et sans la moindre réserve réclamé dans la ville de London, Ontario, à la veille même du scrutin des dernières élections générales.

Permettez-moi de vous lire pendant quelques instants une partie du discours qu'il prononça alors, et considérons jusqu'à quel point il est possible pour un homme occupant la haute et importante position qu'il a aujourd'hui et qu'il avait dans le temps de faire concorder l'attitude qu'il prit à London, Ontario, en juin 1896, avec l'opinion qu'il exposa dans la grande cité qui porte le même nom, la métropole commerciale du monde, la capitale de l'Empire auquel nous appartenons. Son discours de London, Ontario, prononcé en juillet se lit comme suit :—

Aujourd'hui les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne croient que les gouvernements des colonies en sont arrivés à un point où une nouvelle évolution peut être provoquée et accomplie dans le but d'assurer leur développement.

De quoi s'agit-il ?

Qu'un arrangement commercial devrait être conclu entre l'Angleterre et les colonies.

Cet homme d'Etat pratique, — M. Joseph Chamberlain, — (applaudissements) — en est arrivé à la conclusion que l'heure est venue où il est possible d'avoir, dans les limites de l'Empire, un nouvel état de choses, qui donnerait en Angleterre, aux produits des colonies, une préférence au préjudice de ceux des autres nations.

Quelles seraient les conséquences possibles d'une telle mesure si elle était prise ?

Nous vendons nos marchandises en Angleterre, nous y expédions notre blé, notre beurre, notre fromage, tous nos produits naturels, mais il nous y faut lutter avec les produits similaires venant des Etats-Unis, de la Russie et des autres pays. Voyez quel grand avantage il en résulterait pour le Canada si le blé, le fromage et le beurre que nous expédions en Angleterre y étaient l'objet d'une préférence sur les articles semblables produits par les autres peuples.

Les conséquences en seraient incalculables.

M. Joseph Chamberlain, le nouveau Secrétaire des colonies, partisan du progrès, a déclaré que le temps était arrivé où il était possible de discuter cette question.

Mais, messieurs, si l'Angleterre nous donne cette préférence, elle devra s'attendre de recevoir quelque chose de nous en retour.

L'Angleterre ne s'attend pas que nous adopterons son propre système de libre-échange, tel qu'elle le pratique, mais je vous le dis, la chose que le peuple anglais espérerait par voie de compensation, c'est qu'au lieu du principe de la protection, nous adopterions le régime d'un tarif de revenu pur et simple.

Telles sont les conditions au moyen desquelles nous pouvons obtenir cet immense avantage.